

Opérationnalisation
du stade de Nongo

Antonio Souaré donne le feu vert

Page 6



Vite dit...

Scandaleuse attribution des marchés publics

Page 4

Beauté

Malika Diallo

La plus belle d'Afrique

Page 9



le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale ● N°592 ● LUNDI 11 DÉCEMBRE 2017 ● 3000 FG ● Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294



Le ministre d'État Tibou Kamara
(en médaillon entre les prési-
dents Eyadéma et Condé), envoyé
spécial du président en exercice
de l'Union africaine, a réussi à
mettre les togolais autour de la
table du dialogue.

Togo : Petits pas de Tibou

grands pas vers la résolution de la crise

Page 3

Activités
politiques

Aliou Condé de l'Ufdg à Abidjan

Page 10



Pour la sortie de son
deuxième opus "Fétoki"

Moh! Kouyaté, chante et danse avec le Tout-Paris

Page 11



Journée mondiale contre
le Sida

Une solidarité tous azimuts autour du droit à la santé

Page 8



Confidences PUBLIQUES

Si le régime Alpha Condé le veut, plus de grève même en mars 2018 !

Le secrétaire général adjoint du SLECG, Aboubacar Soumah a demandé ce jeudi 7 décembre à ses camarades syndiqués de bien vouloir suspendre « momentanément » la fameuse grève déclenchée le 13 novembre 2017. Les cours vont reprendre ce lundi 11 décembre sur toute l'étendue du territoire national. Les grévistes ont exigé, comme préalable à la suspension du mot d'ordre de grève, que la valeur monétaire du point d'indice dont le principe de paiement a été obtenu (depuis 2007), que les 1030 soit 40% soient payés immédiatement en 2 tranches réparties ainsi qu'il suit : 20% à la fin de ce mois de décembre, et 20% dans le premier trimestre de l'année 2018. Cela montre à qui le veut, que si le gouvernement accède au paiement des 20% à la fin de l'année 2017, aucune grève ne sera engagée par les enseignants avant mars 2018.



Passage d'un grade à un grade supérieur à la police
Jeudi 7 décembre 2017 au ministère en charge de la Sécurité sis à Coléah, commune de Matam, Conakry, plusieurs flics des promotions 82 et 85 ont bénéficié d'avancement de grade (Ci-dessus, photo à titre d'illustration).

Electeurs, rendez-vous aux urnes le 4 février 2018 !

Les fameuses élections locales et communautaires sont programmées pour se tenir le dimanche 4 février 2018. Ce, malgré la polémique suscitée au niveau de l'interprétation de la date de prise du décret publié à cet effet par le chef de l'Etat.

342 communes à pourvoir

Si par extraordinaire, les choses se passent comme prévue, le dimanche 4 février prochain, le scrutin permettra d'élire les membres des conseils des 342 communes du pays devant remplacer les délégations spéciales.

Coup de gueule : Autopsie d'une culture qui agonise sous le règne Alpha Condé !!!

Il serait injuste voir lamentable de ne pas reconnaître les mérites de la culture guinéenne surtout connaissant son histoire tant à l'échelle internationale que nationale. Malgré ce passé glorieux, cette dernière continue malgré tout son ascension avec une nouvelle génération pétri de talents et de créativité, comme on peut d'ailleurs le constater avec les récents sacres d'artistes aux couleurs rouge-jaune-vert dans diverses compétitions de grandes envergures comme l'émission l'Afrique a un incroyable talent et autres. Scandale culturel dirait-on pour qualifier ce potentiel artistique guinéen, mais force est de reconnaître que le régime Alpha Condé n'a aucune considération pour cette culture qui pourtant en plus d'être un vecteur de développement non négligeable est également un véritable levier économique puisse qu'à la fois créatrice d'emplois et génératrice de revenus.

Tout reste à refaire !

A l'heure de la démocratie à la guinéenne, la culture ne se trouve pas au meilleur de sa forme. Politique culturelle sous perfusion, absence d'espaces culturels et de loisirs digne du nom, ministère logé dans un bâtiment qui abrite déjà un autre ministère, budget ministériel insignifiant, manque de soutien et d'accompagnement à la création, cadres et administrateurs culturels en sous-effectif, secteur privé non réglementé et dévalorisation des créations nationales, sont entre autres quelques-unes des tares de ce grand monde culturel partagé aujourd'hui entre souvenirs et rêves irréalisables. Ce désamour pour ne pas dire ce mépris pour la culture ne date pas d'aujourd'hui car on se souvient de son omission il y a quelques années dans le discours de politique générale du gouvernement lu à l'assemblée nationale par le premier ministre d'alors Mohamed Saïd

Fofana. Cette attitude de cet ancien locataire de la primature a fait comprendre aux uns et aux autres que les artistes ne sont utiles que pour des folklores électoralistes.

Où est passé la fierté culturelle guinéenne ?

Si aujourd'hui la culture guinéenne n'est pas à l'enseigne qu'elle mérite, c'est certainement une responsabilité partagée entre artistes, autorités, entrepreneurs et promoteurs culturels mais d'un autre côté le citoyen lambda en lui-même a sa part de responsabilité puisse que préférant s'approprier la culture d'autrui au détriment de la sienne. Le résultat de ce manque de fierté est qu'il y a beaucoup plus de concerts à guichet fermé d'artistes étrangers maintenant en Guinée que ne serait-ce que de showcases d'artistes locaux à Conakry, alors que tout près à Bamako, le rappeur Iba One fait le plein d'un stade de foot lors d'un concert. Le Namoungni Faré fait actuellement la une des danses urbaines à Conakry, on aurait pu profiter de cette occasion pour internationaliser cette danse mais l'orgueil et le complexe guinéen ne l'ont pas du tout voulu.

Manque de reconnaissance aux ayants droit...

Ces dernières années, nombreux sont ces artistes guinéens qui sont rentrés au pays avec des distinctions pas des moindres. C'est le cas de Mariam Diallo pour Miss CEDEAO, Soul Bang's pour le Prix Découverte RFI, les frères Sylla pour l'Afrique a un incroyable talent, Hakim Bah pour le Prix RFI Théâtre, Thierno Monenembo pour le Grand Prix de la Francophonie, Mory Kanté pour le Grand Prix Sacem des musiques du monde, ainsi que plusieurs autres créateurs et mannequins pour des événements de mode africains



mais aucune reconnaissance particulière pour encourager ces nouveaux ambassadeurs de la culture guinéenne. Et pis, ces artistes sont obligés de se démerder tout seul pour aller représenter la Guinée à ces rencontres. Le plus aberrant dans tout ça, ce sont les représentations diplomatiques guinéennes qui ne pensent même pas à les soutenir ne serait ce que par leur présence. Le cas le plus illustratif de cet état de fait est la soirée de remise du Grand Prix Sacem des Musiques du Monde à Mory Kanté à Paris. Il n'y avait aucune délégation guinéenne dans la salle Pleyel, aucune délégation de l'ambassade de Guinée en France, pas d'hommes de culture ni moins d'artistes guinéens pour au moins faire flotter le tricolore. Le grand Mory Kanté s'est contenté des ovations à la française face à la joie minoritaire de 3 guinéens qui étaient dans la salle.

Manque de professionnalisme, concurrence déloyale et coup bas minent le showbiz

Avec à son compte l'un des meilleurs publics en Afrique, le monde de événementiel guinéen souffre atrocement de manque d'organisation, de créativité et de professionnalisme. A chaque concert, les plaintes sont les mêmes ; retard accusé ça et là, mauvaises sonorisations, installations techniques révolues et sécurité défaillante, sans oublier le traditionnel problème d'agents de sécurité qui brutalisent des spectateurs ou en-

core les falsifications de billets d'entrée. Viennent s'ajouter à cela, les coups bas qu'on connaît entre promoteurs et artistes en période conflictuelle et la multiplication événements qui se déroulent à la même date et parfois à la même heure, bref tout est réuni pour handicaper cet autre secteur qui s'efforce à résister à la marée du manque de soutien et d'accompagnement.

Plans de carrières et clips vidéo aux ambitions locales...

Malgré toute la popularité qui va avec, le succès de la plupart des artistes guinéens se résume au palais du peuple et ne dépasse donc pas les frontières de la Guinée faute de grandes ambitions. Bien que talentueux, très peu d'entre eux parviennent à se vendre à l'international comme c'est le cas dans d'autres pays de la sous-région. La Guinée est actuellement le seul pays ouest africain où on ne retrouve pas une star qui fait bouger le monde. Pour nombre d'entre eux qui réussissent à faire des tournées à l'étranger, il faut souligner qu'ils le font dans des salles communautaires ou night clubs strictement réservés à la diaspora guinéenne. A côté de cela aussi, la mauvaise qualité des clips vidéo est un autre facteur qui nécessite une attention particulière afin de permettre la diffusion des œuvres de nos artistes sur les chaînes de télévisions internationales.

Amadou II BARRY
ci2pita@hotmail.fr
www.visionjeunes.com

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récupéré N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

le populaire Magazine

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF
Abdoul Malick Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS
Lamarana Diallo
lmdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION
Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS
Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER
Alain Rivière

E-MARKETING
Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ
sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

Togo : Petits pas de Tibou, grands pas vers la résolution de la crise

Les lignes bougent au Togo. C'est du moins la conclusion à laquelle on peut aboutir en lisant la déclaration ci-dessous. Pour y arriver, la diplomatie guinéenne a joué un rôle central après l'échec des autres. Et un homme, Tibou Kamara, émissaire du président Condé à Lomé, est à la manette. Les jalons sont posés, le dialogue bientôt ouvert entre les "frères ennemis" togolais.

DECLARATION DU GOUVERNEMENT RELATIVE AUX MESURES D'APAISEMENT ET DE DÉCRISPATION VISANT À FAVORISER LE DIALOGUE ET LA MISE EN OEUVRE DES RÉFORMES POLITIQUES INSTITUTIONNELLES ET CONSTITUTIONNELLES

1. Rappel du contexte et de la situation socio-politique

Au cours des dernières années, de nombreux efforts ont été engagés par le Gouvernement pour favoriser le dialogue et les concertations entre les acteurs politiques en vue de parachever la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles prévues par l'Accord politique global du 20 août 2006. C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet de révision constitutionnelle initiée en juin 2014 ainsi que la création de la Commission de réflexion sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles instituée par décret n°2015-001/PR du 09 janvier 2015.

Cette initiative visait à promouvoir de larges débats au sein de la société togolaise dans le but de parvenir à des réformes politiques et institutionnelles consensuelles et profondes. Ainsi, au lendemain de l'atelier national de réflexion et d'échanges sur les réformes institutionnelles et politiques, organisé en juillet 2016, la Commission de réflexion a entamé à travers le tout pays de larges consultations qui ont permis de recueillir les avis et opinions de nos concitoyens, telles que recommandées par² la CVJR. Alors que les travaux s'achevaient, des manifestations de rues ont éclaté le 19 août 2017, sur fond de revendications portant sur les réformes politiques, initiées par ceux-là même qui étaient assis à la table des négociations.

Depuis lors, notre pays est confronté à une vague de manifestations et de contestations émaillées de débordements et de violences ayant entraîné des pertes en vies humaines, de nombreux blessés et d'importants dégâts matériels notamment des destructions et dégra-

dations de biens privés et des édifices, des infrastructures et des équipements publics.

Le climat de contestation et de tension que le Togo connaît depuis le 19 août 2017 a des répercussions néfastes sur la paix et la stabilité de notre pays. Cette situation a un impact négatif sur les activités économiques et constitue une véritable source d'inquiétude et de préoccupation pour la population qui n'en perçoit pas la finalité politique et sociale. Face à cette situation, le Gouvernement a affiché une constante volonté d'ouverture et d'apaisement et a adopté le 05 septembre 2017, un projet de révision constitutionnelle consacrant, pour l'essentiel, la limitation des mandats électifs, en particulier le mandat présidentiel de cinq ans renouvelable une seule fois et l'instauration du scrutin majoritaire à deux tours pour l'élection du Président de la République.

1. Les mesures d'apaisement visant à favoriser le dialogue et à promouvoir des réformes politiques concertées

Le Président de la République et le Gouvernement demeurent constamment à l'écoute de nos concitoyens et restent soucieux de préserver la paix, la sécurité et la cohésion nationale. Ils sont fermement attachés au dialogue pour surmonter les incompréhensions et rechercher des solutions crédibles, viables et durables à la situation que notre pays traverse.

C'est dans cet esprit que le Gouvernement a accentué depuis le 06 novembre 2017, les mesures d'apaisement et de décrispation afin de créer une atmosphère de confiance et de sérénité et a réitéré son appel au dialogue. Ces mesures comprennent, entre autres :

1. La levée des restrictions temporaires qui avaient été décidées pour limiter les marches et les manifestations de rues en semaine ;
2. La mise en place d'un dispositif concerté pour encadrer les manifestations et prévenir les risques de débordements et d'incidents ;
3. La restitution des engins à deux roues saisis, à Lomé, lors de la manifestation du septembre 2017 et ce, après 22 heures ;

4. La libération, suite à une mesure de grâce présidentielle, de 42 personnes, membres de la coalition des 14 partis, qui avaient été interpellées, jugées et condamnées à des peines de prison ferme pour délits divers commis en marge des manifestations. Il en est de même pour le secrétaire général du PNP. Des mesures supplémentaires sont encore à l'étude en faveur d'autres personnes jugées et condamnées pour les faits similaires. Pour ce qui concerne les personnes interpellées et dont les dossiers sont en cours d'instruction, notamment le cas des imams de Sokodé et de Bafilo, des mesures sont envisagées en leur faveur et ce, dans le respect des règles de la procédure judiciaire.

5. Concernant les personnes inculpées dans l'affaire des incendies des marchés, la justice a procédé à la levée de la mesure de contrôle judiciaire à laquelle était soumis Monsieur Jean-Pierre FABRE. Pour ce qui est des autres personnes en détention provisoire dans la même affaire, la procédure d'instruction est quasiment bouclée et des mesures de clémence pourraient être envisagées à l'issue du procès.

6. L'allègement du dispositif de sécurité déployé à Sokodé, Bafilo et Mango. En effet, il convient de rappeler qu'à l'issue de la visite que le Chef de l'Etat a effectuée le 25 novembre 2017 à Sokodé, des mesures ont été prises avec effet immédiat pour favoriser la normalisation des activités dans ces localités.

7. La prise en charge par le Gouvernement des personnes blessées lors des manifestations ;

8. La disponibilité du Gouvernement à étudier avec les partis politiques les conditions et les modalités pouvant permettre une reprise progressive des manifestations dans les villes de Sokodé, Bafilo et Mango, en tenant compte des défis sécuritaires liés à la circulation des armes et de munitions dérobées. Il est évident que pour ce cas précis, les mesures envisagées sont liées au comportement responsable des partis politiques qui doivent s'abstenir des appels à la haine et à la violence ;

9. La disponibilité constante du Gouvernement à prendre toutes mesures de sécurité et de protection au profit des leaders des partis politiques qui en font officiellement la demande auprès des services compétents de l'Etat, etc.

Au-delà des mesures d'apaisement, le Gouvernement a poursuivi ses efforts en engageant, dès le 07 novembre 2017, des démarches précises en direction des responsables de la coalition des 14 partis en vue d'entamer des discussions préliminaires concernant les modalités du dialogue.

Le Gouvernement continuera de manifester sa volonté d'ouverture et d'apaisement pour favoriser une normalisation complète de la situation.

•CONCLUSIONS

Aujourd'hui, toutes les conditions sont réunies pour permettre le démarrage du dialogue, et nous sommes convaincus, la confiance et la décrispation ne pourraient que s'affermir lorsque les acteurs politiques se retrouveront autour d'une table pour débattre des viables projets et programmes politiques et aussi rechercher des solutions communes et viables au bon fonctionnement de notre démocratie.

C'est pourquoi, le Gouvernement lance un appel patriotique à tous les acteurs politiques, aux organisations de la société civile et aux autorités religieuses et traditionnelles pour que chacun puisse contribuer aux efforts d'apaisement et de décrispation en cours ;

En particulier, le Gouvernement exhorte les partis politiques à œuvrer, de bonne foi, pour un heureux aboutissement du dialogue dans l'intérêt supérieur de notre cher pays le Togo. Dans ce but, le Gouvernement va adresser des invitations à leurs principaux représentants afin de les convier à des consultations visant à recueillir leurs suggestions concernant le format et les modalités du dialogue.

Enfin, le Président de la République et le Gouvernement saisissent cette occasion pour renouveler la gratitude et la reconnaissance du peuple togolais aux dirigeants de la sous-région qui n'ont cessé depuis le 19 août 2017 de manifester leur solidarité et leur soutien à notre pays. Elles s'adressent plus particulièrement à leurs Excellences Professeur Alpha CONDE, Président de la République de Guinée, Président en exercice de l'Union africaine et Monsieur Nana AKUFO-ADDO, Président de la République du Ghana, pour leurs initiatives et efforts en vue de la tenue du dialogue national.

Fait à Lomé, le jeudi 07 décembre 2017.

Ils ont dit



Honorable Aly Nabé, député du Rpg Arc-en-ciel devant le Parlement, lundi 4 décembre 2017:

« Le problème qui surgit nous préoccupe tous, on doit tout faire pour que le problème s'arrête et que les enfants reprennent le chemin de l'école, mais il faut aussi penser à ce qui peut arriver demain, parce que souvent j'entends des déclarations des différents syndicalistes SLECG (...) La priorité aujourd'hui, chez nous, ce n'est pas les routes, ni l'électricité encore moins l'eau, la priorité aujourd'hui c'est quoi ? C'est l'instauration de l'autorité de l'Etat même si il faut massacrer pour le faire, il faut massacrer. Je sais de quoi je parle. Une fois encore, pour instaurer l'autorité de l'Etat même s'il faut massacrer, acceptons de massacrer. Je suis d'accord que nous disions au ministre de négociation, mais attention celui se réveille à sa fantaisie à tout moment, pour dire qu'il faut ça pour obtenir cela, la pagaille va continuer. C'est sûr que cela va plaire à nos adversaires. »



Aboubacar Soumah, secrétaire général adjoint du SLECG, le jeudi 7 décembre 2017 au siège de son syndicat à Donka:

« Nous avons demandé à tous les enseignants de Guinée, de bien vouloir accepter de suspendre la grève momentanément jusqu'à ce que ces chefs religieux-là mènent leur démarche auprès du gouvernement pour que nos revendications soient satisfaites. Comme c'est les chefs religieux, on ne peut pas aller au-delà, nous avons donc accepté de rester derrière eux. Et, c'est ce message là que nous venons de transmettre à tous les enseignants de Guinée et qu'à partir de maintenant, que le mot d'ordre de grève soit suspendu de façon momentanée. Et si on n'est pas satisfait, dans un mois, dans deux mois ou dans trois mois, nous allons décrocher la grève (...). Nous leur avons dit que la suspension de la grève est subordonnée à un certain nombre de préalables. C'est d'abord la valeur monétaire du point d'indice dont le principe de paiement a été obtenu dans le protocole que nous avons rejeté. Nous avons demandé à ce que les 1030, soient 40%, qui étaient déjà avec nous, soient payés immédiatement. Nous l'avions depuis 2007. C'est un dû qu'on nous a volé. A la faveur de l'application de la nouvelle grille salariale (...), à notre grande surprise, cette grille qui devait augmenter les salaires des enseignants, plutôt, n'a fait que les diminuer. »



Le ministre d'Etat Tibou Kamara (en médaillon entre les présidents Eyadéma et Condé), envoyé spécial du président en exercice de l'Union africaine, a réussi à mettre les togolais autour de la table du dialogue.

Vite dit...

Scandaleuse attribution des marchés publics

La réflexion selon laquelle il est temps d'insérer dans le code des marchés publics une clause favorisant les entreprises locales à compétence égale avec des entreprises étrangères dans l'attribution des marchés fait son petit bonhomme de chemin.

Tout est mis en place, aujourd'hui, dans notre pays pour empêcher l'accès aux marchés publics par des petites et moyennes entreprises guinéennes qui sont non seulement compétentes, moins disant, mais aussi qui ont recours à la main-d'œuvre locale, donc qui créent de l'emploi et de la richesse.

Ces entreprises : BEGEC, GUITER et GUICOPRES associées à ses sociétés crédibles mais qui pâtissent, malheureusement, de la concurrence déloyale de la plupart des entreprises ; maliennes comme BECM-CE, Burkinabés et Chinoises qui remportent de la manière la plus frauduleuse, les appels d'offres lancés par le Gouvernement de la république de Guinée avec la complicité de certains cadres corrompus qui ne se voilent même plus la face.

Un pressant appel est lancé en direction des plus hautes autorités du pays afin que cessent ces pratiques qui constituent un frein au développement de la Guinée. En dehors du fait que ces sociétés étrangères bénéficiant des marchés au détriment des entreprises nationales n'investissent pas localement, nombreuses sont des enquêtes qui dénoncent les dures conditions de travail des ouvriers guinéens qu'elles utilisent ; sans oublier que des problèmes de sécurité sont également relevés sur leurs chantiers. Attribuer donc des marchés à ces sociétés étrangères est une énorme perte à tout point de vue pour le contribuable Guinéen qui ne mérite pas ce sort.

Il est temps d'agir en inversant la tendance en faveur des entreprises Guinéennes compétitives. Car, l'on doit savoir que dans leurs pays d'origine, ces sociétés étrangères ne seraient pas "écartées" par leurs autorités au détriment de celles étrangères, comme c'est le cas, actuellement, chez nous.

Il revient aux autorités compétentes de mettre fin à cette pratique qui met, dangereusement, les entreprises Guinéennes compétentes en difficultés dans leur épanouissement et création de richesses sur le plan local. Ce, pour l'intérêt, exclusif, des Guinéens.

Par Moussa Condé

Paru dans Valeurs Actuelles

Les territoires de l'information toujours aussi hermétiquement occultés !



Gilles-William Goldnadel est avocat et écrivain. Il est président de l'association France-Israël. Chaque semaine, il propose aux lecteurs de Valeurs actuelles son regard sur l'actualité.

Les médias officiels plus convenus que convenables traquent impitoyablement le fake sur la fâcheuse sphère. Les télévisions russes sont sous haute surveillance. Quant au président américain, il est réputé pour mentir à chaque gazouillis. Il est vrai que l'on peut parfaitement regarder l'extraverti extravagant avec une grande distance. Mais lorsqu'on prétend informer honnêtement, est-il autorisé de dissimuler sciemment les informations qui vous déplaisent ?

C'est ainsi que les grands médias sont demeurés assez discrets sur le succès important remporté par Donald Trump au Sénat en faisant voter sa réforme fiscale. Beaucoup plus grave : alors que chaque détail concernant l'enquête du FBI sur les relations présumées entre le candidat Donald Trump et les Russes est relaté avec volupté, le dernier événement qui embrase l'opinion américaine est pour l'instant fort discrètement abordé par la presse française : l'un des principaux agents du FBI chargé de l'enquête vient d'être écarté en raison de la découverte de l'envoi par lui de SMS hostiles au président élu. Voilà pourtant le genre d'information que la presse hexagonale considère ordinairement comme particulièrement sexy. Rien à faire, sa libido très cérébrale est à géométrie invariable.

Mais cette semaine, la principale occultation est venue du principal donneur déontologique de leçons.

Le journal Le Monde a en effet publié le 24 novembre, par l'intermédiaire de sa journaliste Hélène Sallon, une interview de Richard Falk sous le titre alléchant autant qu'évocateur intitulé : "Netanyahu évolue vers une démocratie non libérale". Je suis bien sûr que 99 % de mes lecteurs ignorent qui est ce monsieur présenté sobriement comme "professeur américain de droit international à l'université de Princeton et ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés". L'excellent site de veille médiatique "info équitable.org" a attiré utilement mon attention. À la vérité, ce que contient cet interview qui consiste, comme souvent dans le journal vespéral, à enfilier les imprécations anti-israéliennes, est infiniment moins important que ce qu'elle ne contient pas.

Le "professeur" n'y va pas avec le dos de la cuillère avec l'état hébreu mais caresse dans le sens du poil les barbus du

pect de pro- israéliisme exacerbé, avait qualifié le dessin "d'antisémite et condamnable". Les États-Unis et le premier ministre britannique avait également condamné cette publication en estimant qu'un tel dérapage était particulièrement "scandaleux". Depuis, Falk a multiplié les dérapages antijuifs. Le Canada et les États-Unis ont demandé qu'il soit démis de ses fonctions à l'ONU en soulignant le "caractère antisémite" de son discours. Mais l'étrange "professeur" ne s'était pas distingué seulement à l'encontre des juifs : son complotisme pathologique l'avait conduit à douter de l'explication conventionnelle de l'attentat du 11 septembre 2001. Le Sun anglais, en 2008, l'avait épinglé pour avoir réclamé la création d'une commission d'enquête sur l'implica-

tion des néoconservateurs américains dans l'attentat. Plus avant dans le CV de l'intéressé, on découvre que celui-ci faisait déjà partie en 1979 d'un groupe de militants d'extrême gauche soutenant l'ayatollah Khomeiny lors de sa prise de pouvoir : c'est ainsi qu'il avait commis une tribune dans le New York Times dont le titre montre à la fois ses orientations et la qualité de ses prévisions : "On peut faire confiance à Khomeiny"... Voilà donc l'homme que Le Monde a décidé d'interroger sans la moindre distance et en cachant son passé à ses lecteurs soigneusement égarés. Ses Décodeurs si sévères seraient bien inspirés d'investiguer sur ce mensonge délibéré par omission. J'allais écrire par honni Sion...

PAGE NOIRE



Elhadj Billo Condé, commerçant prospère, originaire de Kafa à Koïn, a été rappelé à Dieu jeudi 7 décembre 2017 vers 11h 30 du matin en sa résidence d'Hamdallaye à Conakry, des suites d'une longue maladie.

L'inhumation a eu lieu lendemain 8 décembre, après la prière du vendredi, au cimetière de Hamdallaye-rond-point, côté station service.

Elhadj Billo Condé était le beau-père de Diallo Alpha Abdoulaye, fondateur de l'hebdomadaire *Le Populaire*. Le défunt est issu de la grande famille Condé de Kafa à Koïn, une ancienne province théocratique du Fouta-Djalon.

Qu'Allah ait pitié de son âme et l'accueille parmi les plus vertueux dans son Saint Paradis ! Amen.



ELECTRICITE DE GUINEE

ADMINISTRATION GENERALE

AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO) N°011/DGM/DAAL/AG/EDG/17

1. L'Electricité De Guinée (EDG) dans le cadre de la réforme de son service clientèle lance un appel d'offres pour l'acquisition d'un Centre d'Appels dans un bâtiment R+2 situé dans l'enceinte de la Cité Chemin de fer. *Le marché est constitué en lot unique et doit être réalisé dans un délai de trois (03) mois.*
2. EDG sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les prestations suivantes :
 - La mise en place d'un centre d'appel avec intégration à la fois de la téléphonie et l'informatique sous-jacente ;
 - le routage intelligent des appels ;
 - les logiciels de suivi et l'interfaçage avec les différents types des bases de données ;
 - le renforcement des moyens de communications comme l'internet (Web Center), fax, SMS, e-mail, etc. ...
3. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 20 et suivants du Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 51 du Code des Marchés Publics.
4. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après : Direction des Achats, Approvisionnement et Logistique, 1^{er} étage, Immeuble EDG, Cité Chemin de Fer/ Kaloum, à compter du 13/12/2017 contre un paiement non remboursable de 2 000 000 GNF (*Deux Million de francs guinéens*). Dans le compte bancaire ci-dessous :
FBN Bank
N° de compte : 301203000000968
5. Les offres rédigées en langue française et devront être déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse indiquée plus haut au plus tard le 11/01/2018 à 15h 00. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le cas échéant, en présence des représentants des Soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis le 12/01/2018 à la salle de réunion de l'Administration Générale 6^{ème} étage, Immeuble EDG à 10h 00. Les offres doivent être accompagnées d'une caution de soumission équivalente à 2% du montant prévisionnel du marché. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de soumission.

Abdenbi ATTOU
Administrateur Général

Anniversaire de Sa Majesté l'Empereur Akihito Le Japon célèbre sa fête nationale

L'ambassadeur a organisé une grandiose réception en sa résidence de Conakry sise à la Cité ministérielle, dans le cadre de la célébration de l'anniversaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, le jeudi 7 décembre 2017. Voici le discours qu'il a livré à cette heureuse occasion.



Sa Majesté l'Empereur Akihito.
Photo: DR

Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et des Guinéens de l'Etranger, Représentant du Gouvernement de la République de Guinée, Excellences Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement et des Institutions Républicaines, Excellences Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique et consulaire, Distingués invités et chers amis,
Tout d'abord, je voudrais vous remercier toutes et tous, d'être venus ce soir, à la Résidence du Japon, pour célébrer avec nous le 84^{ème} anniversaire de Sa Majesté Akihito, 125^{ème} Empereur du Japon. Je crois que la majorité d'entre vous a entendu parler du discours impérial, qui a laissé entendre le souhait d'abdication de Sa Majesté. Cette année, la loi y relative permettant l'abdication a été adoptée et donc, au cours de l'année 2019, l'abdication de l'actuel Empereur et l'intronisation de son successeur auront lieu.

Excellence, Mesdames et Messieurs,
Dans l'histoire des relations amicales entre le Japon et la République de Guinée, deux événements inoubliables ont été gravés au cours de cette année. Le premier événement, qui est le plus marquant, est la visite officielle au Japon du Président de la République, Son Excellence le Professeur Alpha Condé, du 19 au 22 juin. Au cours de sa visite, en plus des entretiens qu'il a eu avec Sa Majesté l'Empereur Akihito et avec le Premier Ministre Shinzo Abe, le Président de la République a d'abord visité, le premier jour, l'Institut de recherche agronomique de JIRCAS puis, le deuxième jour, il a présidé le Business Forum à Tokyo, auquel un nombre considérable d'opérateurs économiques japonais et guinéens, dont certains sont présents ce soir, ont participé. La visite à l'Institut agronomique a d'ores et déjà permis le démarrage de la collaboration entre chercheurs guinéens et japonais ici, en Guinée, et les résultats du Forum commencent à voir le jour petit à petit, et nous nous en réjouissons. Le second événement inoubliable de cette année 2017 est l'achèvement du pont de Kaaka, sur

la route Nationale N°1 à Coyah, grâce auquel on peut désormais passer le cours d'eau sans risque d'accident majeur dû à l'exiguïté de l'ancien pont. Si je devais parler de la liste très longue de la coopération entre nos deux pays, le Japon et la République de Guinée, vous devriez rester encore debout des heures et des heures ; c'est pourquoi je n'ai cité que ces deux événements. Cependant, l'année prochaine, vous entendrez encore parler de plusieurs réalisations dans le cadre de notre coopération, dont le montant total des projets signés au cours de l'année 2017 s'élève à plus de 47 millions de dollars américains, comme l'aménagement du port artisanal de Kaporou, la construction d'écoles à Conakry, la fourniture d'équipements médicaux, l'ouverture d'un bureau de la JICA à Conakry, etc.

Excellence, Mesdames et Messieurs,
Je suis convaincu que l'année prochaine verra également les relations amicales entre le Japon et la Guinée continuer à se consolider davantage, non seulement à l'échelle nationale, mais aussi sur la scène internationale, car nos deux pays partagent la même valeur qu'est la démocratie, comme nous l'avons constaté lors de la visite présidentielle au Japon. Je suis également certain que les prochaines élections locales du 4 février 2018 consolideront la démocratie guinéenne, qui garantira le développement socio-économique de la Guinée. Pour terminer, je voudrais réitérer mes sentiments de gratitude envers les membres du Gouvernement et du Parlement de la République de Guinée, les opérateurs économiques importateurs de produits japonais, ainsi qu'envers le personnel de la Chancellerie et de la Résidence du Japon, qui ont contribué grandement à raffermir les relations d'amitié entre le Japon et la République de Guinée. Vive la coopération entre le Japon et la Guinée, Vive la coopération internationale, Je vous remercie. Ounwali, Anniké, Ondiarama, Kamanman. ■

Féguifoot: Le département Communication confié à Ibrahima Sory Diallo DeBeck

La Fédération guinéenne de football (Féguifoot) a restructuré sa département communication le mardi dernier. Le journaliste et consultant **Ibrahima Sory Diallo dit DeBeck** devient le chef de ce département. Il a pour adjoint

Mamadouba Camara dit Blaise. Et trois officiers médias qui sont : Ibrahima Sadio Bah, N'Famara Bangoura et Kanta Soumah. Son comité de rédaction est composé de Karifa Mara, Ibrahima Diallo, Mme Diané Kadiatou Touré,

Aboubacar Diallo, Kaba Fodé, Issiaga Sylla, Marif Youla et Mme Mamy Hebelamou. Cette équipe a pour tâche principale de mener à bien les objectifs majeurs liés à la politique de communication de la Féguifoot sous le leadership

du président Antonio Souaré. Une légende vivante du football qui investit gros dans le changement qualitatif de l'indice du sport dans ce pays dont la Fédé est affiliée à la FIFA depuis 1962 et est membre de la CAF depuis 1961. ■



Ibrahima Sory Diallo DeBeck

Tournoi d'animation de Tennis: Makadji remporte la partie

Après quelques jours de compétition, les rideaux sont tombés sur le tournoi national d'animation de tennis débuté le 23 novembre 2017.

La grande finale a été disputée le mercredi 29 novembre dans l'ex-Novotel à Conakry en présence de membres de plusieurs Fédération guinéenne de tennis, du ministère en charge des Sports, et des partenaires de l'événement. Tout s'est terminé en beauté à l'issue des deux derniers matches aux qualités techniques bien relevées. Le premier, celui des deux tennismans séniors : **Mamadouba Makadji** et **Oliano Kaba**. Le plus doué, Makadji, a remporté la partie. Le second, celui qui a le plus attiré des salves d'applaudissements, a été animé par deux jeunes espoirs du tennis guinéen de la catégorie U-15. Ce match a été remporté par **Moussa Baldé**, 13 ans. Selon les membres de l'encadrement technique, le jeune Baldé est soutenu depuis quelques années par la Confejes, la fameuse Conférence des ministres de la jeunesse des pays d'expression française. Baldé représentera la Guinée aux Jeux Olympiques de Paris en 2024. ■

Par Ibrahima S. Barry



Mamadouba Makadji a remporté la partie.

Quelle impression vous donne ce tournoi d'animation ?

Panel réalisé par Ibrahima S. Barry



Lancinet Kabassan Keita
Directeur national des sports

«Satisfaction. Les fédérations continuent leurs activités malgré les faibles moyens. (...) La fédération de tennis pense déjà aux JO de Paris (...) pour que la Guinée puisse remporter sa première médaille olympique. Moussa Baldé est un jeune qui, à 13 ans, est appuyé par la Conférence des ministres de la jeunesse des pays Francophones. Parmi les 300 jeunes appuyés par cette organisation, c'est le plus jeune. Donc, c'est un grand espoir de médaille.»



Mohamed Aziz Sylla
Président de la Fédération guinéenne de tennis

«Très satisfait, car les associations sportives doivent poser des actes. Et pour cela, il faut avoir le statut national, parce chaque fédération doit avoir des U-15, des U-16 pour compétir au niveau des associations. Quand on doit avoir une équipe nationale, il faut être prêt pour les différentes catégories. Donc, l'année prochaine on va organiser des tournois, délocaliser le championnat national dans les régions et aussi faire mini-tennis dans les universités.»



Ben Daouda Nanosoko
Sec/général du Comité national olympique et sportif (CNOS)

«J'ai un sentiment de satisfaction de participer à cette démonstration de tennis. Là, j'ai eu connaissance du suivi d'un des athlètes par la Conférence des ministres de la jeunesse des pays Francophones. Peut-être que ça sera un programme qui sera accompagné par le plan stratégique guinéen pour jus-qu'en 2024, parce que à partir de cette discipline, nous avons des jeunes performants pour 2020 ou en 2025. J'ai l'espoir qu'à travers le tennis, la Guinée peut espérer sur cinq médailles.»



Moussa Baldé
Tennisman

«Je ne suis pas surpris de remporter cette victoire dans ma catégorie, parce que je m'entraîne matin et soir. Je m'entraîne souvent avec mon père et ma petite sœur. J'ai hâte de participer aux jeux olympiques de 2024. Mon objectif c'est de ramener une médaille pour la Guinée.»



Mohamed S. Nabé
Membre de la Fédération guinéenne de tennis.

«Pour faire le tennis, il n'est pas donné à n'importe qui. Ça demande de gros moyens. En notre temps, on a apporté beaucoup de médailles à la Guinée grâce à la CBG. c'est la CBG qui nous subventionnait et puis ça marchait. Au jour d'aujourd'hui, la fédération guinéenne de tennis se bat avec ses propres moyens pour sortir le tennis de l'ornière. Si l'Etat s'implique, le tennis peut ressortir.»

Opérationnalisation du stade de Nongo

Antonio Souaré donne le feu vert pour les travaux

Passé dans le portefeuille du groupe GBM suite un contrat avec l'Etat guinéen, le stade de l'amitié sino-guinéenne de **Nongo** sera bientôt opérationnel.

Le **PDG du groupe GBM, Mamadou Antonio Souaré**, veut passer à la vitesse supérieure. Ce samedi 9 novembre, il a visité les installations du stade en compagnie de techniciens et d'ingénieurs. Le président **Antonio Souaré** a fait le tour de l'infrastructure. Tout a été passé en revue afin que dès 2018, ce stade situé dans le quartier chic de Nongo, retrouve son charme et son luxe pour pouvoir accueillir tous les matches du Syli national et des clubs représentatifs du football guinéen.

Pour cela, la réfection du gazon se pose comme une condition *sine qua non*. Cette importante tâche a été confiée à un pro du métier dénommé **Diallo Gazon**. Celui-là même qui avait remporté par le passé le marché pour la mise à niveau du **stade du 28 septembre** à

Conakry et du **stade Saifoulaye Diallo** à Labé.

L'homme n'est pas un inconnu dans cette spécialité et dans la mise en place de plusieurs parcs et jardins.

Il promet fermement d'être dans les délais contractuels, histoire pour lui, de revenir en force pour d'autres marchés. **Diallo Gazon** sait qu'il faut continuer dans la qualité des travaux en prévision de la CAN 2023.

Un échéance pour laquelle l'obtention des marchés pour assurer la fonctionnalité des stades sera d'une rude compétition entre spécialistes de BTP. Le marché sera ouvert à l'occasion et donnera encore une fois l'opportunité aux techniciens guinéens de promouvoir leurs compétences et surtout leur ingéniosité.

Issa soumah, que le groupe GBM a maintenu dans ses fonctions de responsable du complexe sportif de Nongo, a reçu des instructions fermes et irréductibles de tout mettre en œuvre pour assurer un état de



Antonio Souaré a mis les gros moyens pour redonner à cette infrastructure tout le charme et le luxe d'un véritable stade de football.

fonctionnement irréprochable au stade. Il lui a été donné par exemple, de veiller à ce que tous les attributs relevant de la correction et de l'entretien des toilettes, des vestiaires, des accessoires, ainsi que de la salle VIP soient remis dans les standards internationalement admis.

Le président **Antonio Souaré** a soutenu que la Guinée ne doit plus reculer dans les perspectives de l'amélioration de l'attrac-

tivité et de la compétitivité de ses infrastructures sportives, chose à laquelle tiennent tous les guinéens qui veulent à ce jour que la CAN 2023 soit une réalité pour notre pays.

Le récent passage du **président Ahmad Ahmad** de la CAF à Conakry est on ne peut mieux illustrateur du respect et de l'estime de l'instance africaine de football pour notre pays.

Dans cette logique, le président **Antonio Souaré** remue terre et

ciel pour que la Guinée puisse continuer à se doter de moyens lui permettant de poursuivre vite et bien le chemin de l'organisation de la biennale du football africain dont les retombées sur les plans socioéconomiques sont incommensurables. L'opérationnalisation prochaine du stade de Nongo s'inscrit dans cette dynamique.

Par **Ibrahima Diallo**
DG Radio liberté Fm.

DECLARATION DE SOUTIEN À MONSIEUR CHEICK TIDIANE GADIO

Le Comité Exécutif de l'ONG BANDAM AFRICA réuni en session extraordinaire, le 22 novembre 2017 pour analyser les motifs de l'arrestation aux USA, de son Président d'honneur, le Ministre Cheick Tidiane Gadio décide :

- Le Comité Exécutif apporte son soutien indéfectible à son Président d'honneur, le Ministre Cheick Tidiane Gadio.
- Le Comité Exécutif de l'ONG BANDAM AFRICA salue la relaxe provisoire du Ministre Cheick Tidiane Gadio par la justice américaine, ceci dans l'attente de son jugement le 18 décembre 2017.
- Le Comité Exécutif de l'ONG BANDAM AFRICA réaffirme sa confiance en la justice américaine qui, nous l'espérons prononcera la relaxe pure et simple de Monsieur Cheick Tidiane Gadio, ceci dans l'attente de la conférence annuelle de notre organisation prévue à Abidjan du 20 au 21 décembre 2017.

BANDAM AFRICA est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) qui, prône la valorisation du patrimoine culturel africain, et entend faire du développement de notre continent, le résultat de ses propres valeurs. Son siège social est à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Le Président,
DEMBA Diallo

Journée mondiale de lutte contre le Sida *Solidarité tout azimut autour du droit à la santé*



Le secrétaire exécutif du Cnls, Dr Abass Diakité (au premier plan sur la photo), constate que l'épidémie du VIH/Sida représente une cause importante de la mortalité et de morbidité avec un impact négatif au plan humain mais également sur le plan du développement économique et social en Guinée.

Au 1er décembre de chaque année est célébrée à travers le monde, la Journée mondiale de lutte contre le Sida. Une commémoration qui offre l'opportunité aux gouvernements, partenaires et toutes autres personnes concernées de se rassembler pour signifier leurs engagements dans la riposte à l'épidémie du Sida et exprimer leur solidarité envers les personnes vivant avec le VIH.

A Conakry, c'est le Premier ministre, chef du gouvernement, qui a officié cette 36^e Journée mondiale de lutte contre le Sida, au Palais du peuple. C'était en présence des membres du gouvernement, des représentants des institutions nationales et internationales, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des membres du Comité national de lutte contre le Sida (Cnls), tous réunis autour du thème : "Le droit à la santé". Le Secrétariat exécutif du Cnls et l'ensemble des partenaires engagés dans la lutte contre le Sida ont célébré cette journée sur fond de campagnes d'information et de sensibilisation sur les mécanismes d'accès aux soins, au suivi et à l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH. Avec pour objectif, améliorer les connaissances des populations sur la disponibilité et l'accessibilité aux soins et aux

médicaments et diffuser les droits humains, les méthodes de protection et de prévention contre la maladie, qui contribuent par ailleurs à soutenir et à lutter contre la stigmatisation et la stigmatisation des personnes vivant avec la maladie.

Seulement 35% des PVVIH ont accès au traitement

Selon le secrétaire exécutif du Cnls, Dr Abass Diakité, l'épidémie du VIH/Sida représente une cause importante de la mortalité et de morbidité avec un impact négatif au plan humain mais également sur le plan du développement économique et social, avec une prévalence oscillant, selon les sexes, entre 2,1% chez les femmes et 1,2% chez les hommes ; soit 1,7% au sein de la population générale. La coordinatrice du système des Nations-Unies a rappelé

que sur plus de 120 000 personnes affectées, seulement 35% ont accès au traitement antirétroviral. Ce qui est à inverser à tout, notamment avec le défi de vaincre la maladie d'ici à 2030.

Toutefois, Mme Séraphine Wakana s'est félicitée d'un exploit qui ne mérite point d'être passé sous silence. «Près de 21 millions de personnes vivant avec le VIH, sont désormais sous traitement et les nouvelles infections du VIH ainsi que les décès liés au Sida, sont en train de baisser dans de nombreuses parties du monde». Et pour maintenir ce cap, l'oratrice a indiqué qu'il faut renforcer les moyens de prévention et de sensibilisation d'autant plus qu'en Europe de l'est que de l'Asie centrale où les nouvelles infections au VIH ont augmenté de 60 % depuis 2010 et les décès liés au Sida, de 27 %.

L'atteinte de cet objectif nécessite aussi la synergie d'actions et une mobilisation encore plus accrue des ressources humaines internes et externes. Après s'être pieusement incliné devant la mémoire des victimes de cette pandémie, le Premier ministre Mamady Youla a tout d'abord réitéré le soutien indéfectible de son gouvernement aux personnes vivant avec le VIH/SIDA.

«Le combat, qu'elles mènent courageusement au quotidien contre non seulement le poids

de la maladie, mais aussi contre la stigmatisation et la discrimination, mérite d'être salué», a-t-il fait remarquer.

Les campagnes de la Journée mondiale et celle du mois du SIDA sont consacrées au "Droit à la santé". Ceci, pour mettre en évidence les occasions de tirer parti des pratiques et des comportements fondés sur les droits afin d'atteindre et viabiliser la couverture sanitaire universelle ainsi que les objectifs du développement durable.

A cet effet, le chef du gouvernement a invité l'ensemble des partenaires et acteurs de la riposte au VIH/SIDA en Guinée, à intensifier les campagnes d'information sur la disponibilité des mécanismes d'accès aux soins, le suivi et l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH.

«Par ma voix, le chef de l'Etat, Pr Alpha Condé et le gouvernement renouvellent leur engagement à œuvrer pour le respect des Droits humains des personnes vivant avec le VIH dans notre pays. Par ailleurs, je saisis cette opportunité pour réitérer la volonté et l'engagement du gouvernement à œuvrer de façon résolue avec l'ensemble des parties prenantes, y compris nos partenaires techniques et financiers, à l'amélioration de la gouvernance de notre réponse nationale pour faire face aux multiples défis du VIH/SIDA», a indi-

qué Mamady Youla avant d'exhorter l'ensemble des acteurs nationaux de la lutte contre le VIH/SIDA à s'investir davantage et à se concentrer sur des objectifs spécifiques en vue d'améliorer l'effectivité des moyens mis en œuvre pour changer qualitativement le quotidien de tous ceux qui sont confrontés à cette pandémie.

M. Youla «les invite à redoubler d'effort et à resserrer la collaboration avec nos partenaires auxquels nous demandons de poursuivre leurs efforts et leur accompagnement, pour mettre fin à l'épidémie du Sida en Guinée d'ici à 2030.»

Instituée par les Nations-Unies il y a 36 ans, la Journée mondiale de lutte contre le Sida est mise à profit par les Etats, les décideurs, autorités et acteurs pour passer des informations sur la tendance évolutive de la pandémie et promouvoir la prévention, le traitement et l'accompagnement des PVVIH dans le pays.

A cette occasion cette année, le peuple de Guinée se mobilise pour mettre fin à l'épidémie du Sida d'ici à 2030 en comblant l'écart entre les personnes ayant accès aux services de prévention, de traitement, de soins et de soutien au VIH et celles qui sont laissées pour compte.

Par Mady Bangoura

Sagesse

Les frères qui se querellent dans la maison s'unissent au-dehors pour repousser les insultes (...) L'amour de la vie est naturel à l'homme : le soin de la conserver est naturellement le premier de ses soins : cependant, il y a des gens assez insensés pour ne pas craindre de la perdre, en se livrant aux excès d'une colère aveugle, qui leur fait oublier ce qu'ils sont et ce qu'ils se doivent à eux-mêmes.
Chinois

RADIO ENVIRONNEMENT Guinée

Tél. : +224 622 26 10 50 / 655 29 10 50 / 662 08 08 27

Site Web : www.radioenvironnementgn.com / www.facebook.com/radioenvironnementgn
E-mail : radioenvironnementgn@gmail.com

le populaire

Suivre le journal qui vous ressemble, c'est possible !

facebook

Facebook.com/
Le-populaire-conakry

GUINEE SIGNAL
Toute l'actualité Guinéenne en continu

www.guineesignal.com

Le premier site guinéen disponible en français, en anglais et en espagnol



Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique

Avis d'Appel d'Offres N° 001

1. Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) a obtenu dans le cadre l'exécution de son budget des fonds, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de réalisation des travaux de rénovation des bâtiments abritant les locaux dudit ministère. Les Travaux seront exécutés au bâtiment principal du MESRS, à la Direction Générale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique et au bâtiment du CEDUST dans un délai de six (6) mois.

2. Le MESRS sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux suivants :

- la réfection de la chape de la dalle de sol avec un béton non armé de 5 cm d'épaisseur et le carrelage (sol, faïence et plinthe) ;
- du crépissage des murs intérieurs, extérieurs et petites surface par endroit ;
- du plafonnage des bureaux par endroit en contreplaqué de 6 mm sur quadrillage en bois ;
- des menuiseries métalliques, en alu et en bois par endroit ;
- l'électrification partielle de tous les bureaux dudit ministère qui sera exécutée avec un gainage et des câbles ;
- peinture des plafonds ;
- la réfection des auvents ;
- la fourniture et pose des appareils sanitaires.

3. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 20 et suivants du Code des marchés publics, concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 51 du Code des Marchés Publics.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) du MESRS, tel : (+224) 655 16 73 49 et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres au bureau de la PRMP du MESRS du lundi au vendredi de 09h à 15h.

5. Les exigences en matière de qualifications sont :

- ✓ Situation financière des trois (3) dernières années.
- ✓ Avoir un chiffre d'affaires annuel moyen des activités de construction de 500 000 000 GNF sur les cinq (5) dernières années.
- ✓ Attestation de capacité de financement.
- ✓ Avoir une expérience générale de construction des cinq (5) dernières années.
- ✓ Avoir exécuté trois (3) marchés au cours des cinq (5) dernières années avec une valeur minimum de 500 000 000 GNF comme expérience spécifique.

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet auprès de la PRMP du MESRS à compter du lundi 11 décembre 2017 contre un paiement non remboursable de 500 000 francs guinéens. Le DAO sera immédiatement remis aux candidats intéressés.

7. Les offres devront être rédigées en langue française et déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à la Direction Nationale des Marchés Publics (DNMP) située à l'Immeuble Kanfarandé, Quartier Coronthie près du Gouvernorat de Conakry, République de Guinée au plus tard le jeudi 11 janvier 2018 à 10 heures. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et, le cas échéant, d'un observateur indépendant à la DNMP le jeudi 11 janvier 2018 à 10 heures. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de 2% du montant de la soumission et demeure valide pendant trente (30) jours après l'expiration de la durée de la validité de l'offre. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.



Malika Diallo

La plus belle d'Afrique

Elle a été élue avec brio à la septième édition *Miss Union Africaine* pour l'année 2018. Cette étudiante diplômée en droit public de l'Université Panthéon Assas Paris II, est la nouvelle ambassadrice de la beauté continentale dont on parle en France. 14 candidates représentant leur pays étaient en lice à ce concours placé sous le signe du raffinement et de l'élégance au service du patrimoine culturel africain.



Didier Teurquetil

A l'élection Miss Union Africaine 2018 tenue le 25 novembre dernier à Paris, la guinéenne **Mlle Malika Diallo** a remporté la couronne. Ce concours est une opportunité permettant de cultiver et de confronter la fraternité des résidents africains à l'étranger. Mlle Malika a exprimé sa joie en ces termes « *C'est avec grande fierté, en tant que guinéenne de représenter l'Afrique* » a-t-elle écrit sur sa page facebook. Elle ajoute que « *C'est une humble mission de représenter la beauté de notre continent, mais aussi de promouvoir la paix, les droits de l'Homme, l'unité et le développement en Afrique. Parce que l'Afrique c'est vous, c'est moi et c'est nous tous* ». Pour revenir sur la rétrospective **Miss Mlle Malika Diallo**, elle a franchi les étapes des concours de beauté physique et intellectuelle depuis dans son lycée où elle est couronnée *Miss Sylla Lamine* 2010.

Elle se présente successivement au célèbre *Miss Boro Conakry 2010*, elle conserve là également la couronne de Miss. La même année, elle est *première dauphine Miss Boro Nationale*.

Six ans après, elle tente l'aventure hors de la Guinée à la prestigieuse élection *Miss Guinée France 2016* où elle occupe la place de la première Dauphine. Elue *Miss Union Africaine 2018*, **Malika Diallo** est diplômée en droit public de l'Université Panthéon Assas Paris II. Le couronnement de son parcours de miss trouve des heureux non seulement dans la communauté africaine de France mais aussi et surtout dans les milieux universitaires où son nom de reine de beauté fait d'elle une personnalité de premier rang. ■

Par **Ahmed Tidiane Diallo**
Photo: **Didier Teurquetil**

J'ai dit Journée des personnes handicapées !

Comme chaque année depuis 1992, l'humanité a célébré dimanche 3 décembre 2017 la *Journée internationale des personnes handicapées*.

Ce rituel annuel initié par les Nations Unies est un événement qui donne l'occasion aux institutions, ONG et fondations humanitaires de faire un *flash back* interrogatif sur la qualité et l'efficacité de leurs actions en direction de cette couche sociale à travers le monde.

En Guinée, faute de statistiques viables, l'on peut s'interroger sur ce que sont devenus les deux principaux leaders de la promotion des rares handicapés ayant franchi les obstacles et réussi à faire des études supérieures jusqu'à obtenir un diplôme pour se présenter sur le marché de l'emploi.

Là-dessus, notons que les revendications des personnes handicapées moteurs diplômés sans emploi sont entrées dans un tunnel de silence depuis que leur président **Tamba Mory Kamano** et son successeur, l'enseignant **Mamadou Habibou Diallo**, ont mis la langue dans la poche. Le duo formait pourtant la tête pensante de cette ONG appelée Association guinéenne pour la promotion de la formation et de l'emploi des personnes handicapées (Aguifeoeph). Ensemble, ils ont mené plusieurs croisades contre des hauts fonctionnaires de l'administration publique hostiles à l'emploi de diplômés handicapés-moteurs.

Quand ils ont battu le pavé en mobilisant plus de 300 de leurs membres devant le palais présidentiel, le 24 septembre 2013, et obtenu du chef de l'Etat une enveloppe estimée à **200 millions** de nos francs, ils ont dû faire face à plusieurs animosités pour rejoindre leur

base de la **Cité Solidarité** située dans le secteur de Ratomadi dispensaire entre les quartiers Hamdallaye-centre et Taouyah-marché.

Plusieurs témoins attestent d'ailleurs que la moitié de ce don du chef de l'Etat était restée entre les griffes des rapaces qui occupent encore les hautes sphères de l'Etat.

Néanmoins, pour une bonne partie de l'opinion, le fait de pousser les revendications jusqu'à arracher un tel montant du locataire du palais de Sèkhoutouréya, était là une preuve par dix que l'unité d'action de gens faisant prévaloir leurs droits aide la majorité silencieuse à savoir compter sur la solidarité et l'esprit associatif. Ce dont a fait preuve le duo. Mais c'était sans compter avec les vieilles pratiques héritées des régimes répressifs de **Sékou Touré** et **Lansana Conté** qui ont pour noms intimidations, brimades et autres menaces occultes, qui ont certainement contraint ces fouguesux au silence.

De sources associatives, précisent qu'ils sont tous réduits en observateurs éloignés de l'actualité, car les pressions familiales ont contribué à leur mise à l'écart du leadership des mouvements sociaux revendicatifs.

Quoi qu'il en soit, la *Journée internationale des personnes handicapées* est la leur. Elle mérite d'être célébrée dans ou avec leur silence de carpe. Car, c'est un secret de polichinelle, depuis quelques années, ce duo est motus et bouche cousue laissant orpheline la vague de revendications portant sur l'emploi et l'amélioration des conditions de vie des pensionnaires de la Cité Solidarité et d'ailleurs. ■

Par **Diallo Alpha Abdoulaye**

Afrique: 18 élections en 2018

Selon l'Union africaine (UA), 18 élections auront lieu sur le continent africain en 2018.

A l'ouverture de la 11ème Réunion consultative ONU-UA sur la prévention, la gestion et la résolution des conflits jeudi, le Commissaire de l'UA pour la paix et la sécurité, Smail Cherqui, a déclaré que le bloc pan-africain surveillerait de près les élections prévues pour l'année prochaine.

"On s'attend à ce que la majorité de ces élections restent pacifiques, mais les élections sont devenues un moment de vulnérabilité", a déclaré le commissaire.

D'après l'expérience, les litiges concernant l'inscription des électeurs, la composition et la composition des organes électoraux, les plaintes concernant l'absence de consultations adéquates sur les échéances électorales imminentes, les débats sur les questions de succession et de limitation des mandats, ainsi que le rejet des

résultats électoraux. Certaines des questions qui ont conduit à des tensions accrues et à la violence", a-t-il dit.

L'UA suivra de près les élections en Egypte, au Mali, en Sierra Leone, au Togo, en Guinée Bissau, à Madagascar, en République Démocratique du Congo (RDC) et au Zimbabwe entre autres, selon le commissaire.

Le commissaire a également noté que l'UA craint également que certaines des crises actuelles ne dégénèrent car des échéances proches de celles-ci sont proches, telles que les élections, la mise en œuvre des principales dispositions des accords de paix ou les négociations politiques.

Les situations en Libye, au Mali, au Sud-Soudan, en République centrafricaine (RCA) et en RDC continueront d'exiger la plus grande attention, a souligné le commissaire. ■

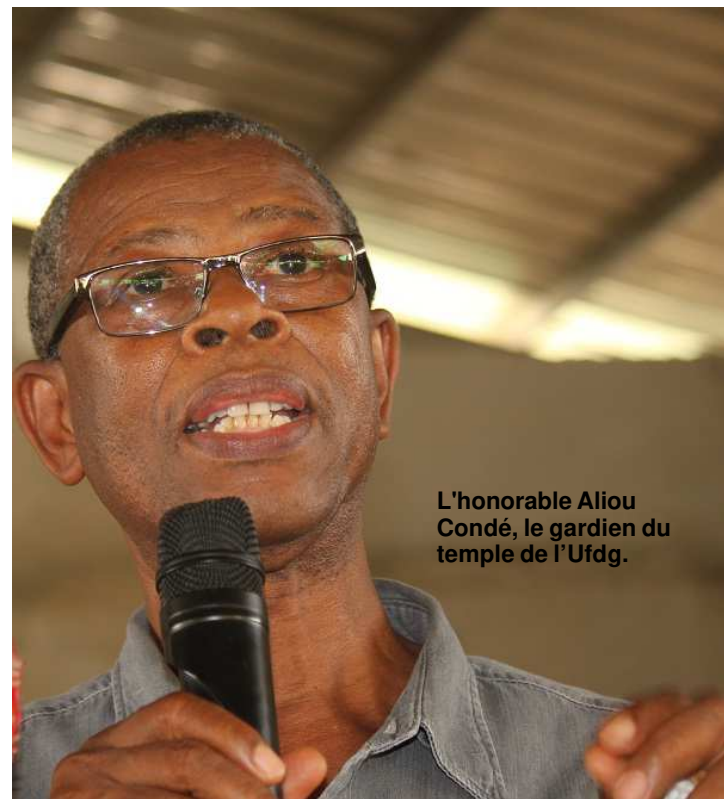
Par **Xinhua**
Addis Abeba, 7 décembre

Aliou Condé de l'Ufdg à Abidjan

Dans la capitale ivoirienne, où a séjourné récemment le Secrétaire général de l'Ufdg, l'honorable **Aliou Condé**, «ce fut une rencontre fructueuse et riche d'enseignements», fait noter **Mamadou Mouctar Diallo**, chargé de la communication de l'Ufdg-Côte d'Ivoire, sur sa page Facebook.

Il écrit que les membres de la fédération Ufdg-CI au grand complet, avec les structures spécialisées, ont «écouté religieusement leur invité de marque sur la situation actuelle de la Guinée et les performances du parti sur le terrain».

Le député Condé, qui est également ancien ministre, a invité les militants et les responsables du parti «à briser le mur de méfiance et aller à la conquête des guinéens quelle que soit leur obédience politique ou religieuse, (...) gage de l'arrivée au pouvoir du président de l'Ufdg», l'ancien Premier ministre **Cellou Dalein Diallo**. L'hôte de l'Ufdg-Côte d'Ivoire est convaincu que Dalein Diallo est «l'homme qu'il faut en ce



L'honorable Aliou Condé, le gardien du temple de l'Ufdg.

moment pour sortir le pays cette précarité et cette misère», commente Mouctar Diallo qui ajoute qu'à la fin du séjour abidjanais du secrétaire général du principal parti d'opposition en Guinée, les responsables de

l'Ufdg-CI lui ont réitéré leur «satisfaction et exprimé leur reconnaissance pour sa disponibilité» à servir le parti aux côtés du président Cellou Dalein Diallo. ■

Par **Gabriel Gaspard**

Macky Sall inaugure en grand pompe le nouvel aéroport international du Sénégal



Le président sénégalais Macky Sall a inauguré jeudi en grande pompe le nouvel Aéroport international Blaise Diagne de Diass (AIBD), avec l'ambition de faire de son pays un hub aérien, a constaté Xinhua.

Situé à une cinquantaine de kilomètres de Dakar, l'AIBD qui a nécessité 10 ans de travaux, a été inauguré en présence des présidents du Gabon Ali Bongo Ondimba, de la Gambie Adama Barrow et de la Guinée-Bissau José Mario Vaz et du Premier ministre de Sao Tomé-et-Principe Patrice Trovoada.

Plusieurs personnalités sénégalaises et étrangères ont assisté à la cérémonie qui marque le démarrage de l'AIBD qui remplace l'aéroport

international Léopold Sédar Senghor de Dakar Yoff, qui devient un aéroport militaire. Un ballet aérien et l'atterrissage des nouveaux avions de la nouvelle compagnie aérienne sénégalaise Air Sénégal SA ont marqué la cérémonie.

S'exprimant lors de la cérémonie, le président sénégalais a souhaité que le nouvel aéroport soit à la fois un "hub aérien et un pôle d'opportunités économiques".

Le président Sall a annoncé que la rénovation complète des cinq aéroports régionaux va démarrer en début 2018 pour un coût global de 100 milliards de francs CFA.

Lancés en décembre 2007 par le président de Abdoulaye Wade, les travaux de l'AIBD avait

enregistré un retard sur les délais impartis, avant que le chantier ne soit pris en main par la société turque Summa-Limak, fin 2016, en remplacement de la société saoudienne Saudi Bin Laden Group, qui était entré en conflit avec l'Etat du Sénégal. L'AIBD a coûté 423 milliards de Francs CFA, selon les autorités sénégalaises. Il a été financé grâce à des emprunts et une redevance aéroportuaire.

Une société privée, LAS, va gérer l'AIBD pendant 25 ans.

Par **Xinhua**
Dakar, 7 décembre



Moh! Kouyaté chante et danse avec le Tout-Paris



Le concert dédicace de l'artiste guinéen Moh! Kouyaté, à l'occasion de son tout nouvel album **Fétoki**, s'est déroulé dans salle de spectacle de *New morning*. Ce vendredi 24 novembre 2017 dans le 10^e arrondissement de Paris, ils étaient venus de partout pour célébrer ce deuxième opus.

Dès son apparition sur la scène, Moh! est ovationné par un public cosmopolite. Il adresse son salut amical et fraternel à tous pour la disponibilité avec laquelle le public parisien l'a gratifié en se déplaçant massivement pour communier avec lui. Le show démarre sur de belles notes pour une durée de deux heures non-stop en live. Au grand plaisir de ses fans qui chantent avec lui et ses musiciens, l'accompagnent avec des pas de danse. L'artiste profite de l'ambiance pour rendre un hommage mérité aux artistes guinéens qui ont également effectué le déplacement pour soutenir son concert. L'un d'entre eux est invité pour partager le podium avec lui. C'est Sékouba Bambino Diabaté qui, à son tour, émerveille le public de par son talent de chanteur.

Moh! Kouyaté, est à son deuxième album de 12 titres, sorti officiellement le 22 septembre 2017. Il compte se produire à Conakry pour partager son expérience acquise dans ses différentes tournées à travers le monde. Le concert au *New morning* l'a ému. « *C'était le concert de la présentation de l'album "Fétoki" qui vient de sortir il y a juste deux mois, dit-il. Je suis très content avec la salle bondée comme ça, des personnalités et des fans venus de partout. Ça fait chaud au cœur* ». Son album *Fétoki* est une mixture entre tradition et world musique. L'originalité indiscutable de sa musique, il la doit à ses aînés qui l'ont aidé à bien apprendre à la source. « *Culturellement*, nous dit Moh! Kouyaté, *la Guinée regorge de potentiels incroyables. Je suis né dans une famille de djélys. Je me suis beaucoup approché des aînés pour apprendre davantage, les Bembeya Jazz, les Kélétigui, tous les orchestres nationaux. Je ne me suis pas limité qu'à cela. J'ai écouté d'autres sonorités qui viennent d'ailleurs. Les artistes qui m'ont beaucoup inspiré à la guitare par exemple, c'est George Benson, Ousmane Kouyaté, Bembeya Diabaté* ». A l'image du célèbre **Ba Cissoko**, Moh! Kouyaté est aussi un chanteur polyglotte. Il fredonne dans les dialectes de la Guinée. Et comme son public, de par le monde, est cosmopolite, il n'y a pas que des guinéens qui adorent sa

musique, il se donne le devoir d'expliquer à l'entame de tout morceau, le thème et le contenu des chansons en langues guinéennes. « *Le titre "Vivons de l'amour", par exemple, est un morceau en français dans lequel je dénonce tout ce qui se passe à travers le monde* », nous dit Moh! Kouyaté. « *Il y a trop de haine, beaucoup de maux entre nous les humains* », commente cet artiste qui fait le tour du monde en chantant. « *Donc, si on veut, on peut bien s'aimer et vivre par amour* ». L'amour est en effet le thème favori de Moh! Kouyaté. Le premier titre de son album en vogue est intitulé *N'dèmayi*, en langue Soussou : *Ma bouche n'est pas dedans*. Dans ce morceau, Moh! s'élève contre le racisme, ses conséquences, et la discrimination que subissent les enfants et les femmes dans ce monde d'aujourd'hui. Avec *Namounyi*, coutume en Soussou, il appelle à donner un sens à l'humanité en nous fondant sur les valeurs ancestrales d'humanisme. Cet appel, on le retrouve dans le troisième titre *Kéli*, ou lève-toi. Une belle mélodie qui encourage les jeunes de toutes les couleurs et de tous les horizons à ouvrir leurs yeux et à se battre pour améliorer leurs conditions de vie. C'est cela la manière de voir le monde de Moh! Kouyaté. Et c'est le contenu du quatrième titre *Fétoki*, qui est le titre éponyme de l'album dont le concert-dédicace a réuni ce beau monde dans ce cadre prestigieux du *New morning* à Paris.

Par Ahmed Tidiane Diallo

Quel qualificatif donnez-vous à ce concert ?

Panel réalisé par Ahmed Tidiane Diallo



David Sylla
Journaliste culturel

« Un concert haut de gamme. Ce fut un plaisir pour moi de vivre un concert mémorable. C'est une fierté pour nous guinéens de voir un artiste compatriote jouer sur une grande scène comme la scène du *New morning*. Moh! Kouyaté, nous a présenté son deuxième album *Fékoki* qui est un album de 12 titres dans lequel on retrouve la musique guinéenne, dans lequel on retrouve la mixture entre tradition et modernité, il nous a gratifiés ce soir. »



Lil Sacko
Groupe Instinct Killers

« Concert historique. Ça fait plaisir de voir un guinéen dans une salle comme le *New morning*. Les mots me manquent. Vous voyez, 80 pour cent de son public viennent d'ailleurs, en majorité, ce sont des français. La musique guinéenne promet un avenir meilleur. Nous les jeunes chanteurs, nous n'allons pas baisser les bras. Nous allons continuer à booster notre talent. Les exemples sont déjà là. Et nous allons les suivre. »



Kandia Kora
Artiste chanteur

« Moh! Kouyaté est une valeur. C'est ce qui m'a amené à effectuer le déplacement pour venir vivre son concert. Je lance un appel aux africains et aux guinéens en particulier: Il faut que nous nous déplaçons pour soutenir nos artistes. »



Adji
Membre du premier groupe de rap féminin guinéen "Idéal Black Girls"

« Patriote, notre Moh! Kouyaté. Devant son public, il n'arrête pas de parler de la Guinée. C'est comme ça la musique guinéenne peut s'imposer. Moi, je suis très heureuse d'être là, puisque on n'a pas la chance de se retrouver tout le temps. »



Samba Bah
Journaliste culturel, président de l'Union des journalistes et animateurs culturels de Guinée, et chargé de communication de l'artiste-chanteur Moh! Kouyaté pour la zone Guinée.

« C'est tout simplement professionnel. C'est un spectacle de haut niveau. Le public mixte a chanté et dansé avec Moh! Kouyaté. Promouvoir notre label tout en restant authentique, c'est ce que nous demandons à nos artistes. Et vous voyez, c'est ce que fait MMoh! Kouyaté. Il bouge à travers le monde. Chaque année, il fait plusieurs spectacles et aujourd'hui aussi, il a rendu heureux ce public mixte et cette diaspora guinéenne représentée ici. »

le populaire

Suivre le journal qui vous ressemble, c'est possible !

facebook

Facebook.com/
Le-populaire-conakry



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études et de Renforcement des Compétences
Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement
Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



Siège Social : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance – Quartier Gironde - 70 Rue Libourne,
Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau N° 013_ 20000, Casablanca Mers Sultan-Maroc.

CONTACTS A CASABLANCA

Tel: +212 5 22 45 14 74_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 /+212 6 70 68 61 70
E-mail: contact@majafrique.com Site Web: www.majafrique.com

CONTACT A CONAKRY

Gsm : +224 622 30 46 84 / 669 37 24 48
Email : scama84@yahoo.fr



El Hadj SEKOU CAMARA
Directeur Délégué
GUINEE CONAKRY

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : conakrylemag

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE

BAR ADMIRABLE PLEIN AIR



Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles



Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél.: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



ACTU CONAKRY

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com

Tel: +224 622 56 56 67

+224 657 36 36 26

E-mail : actuconakry@gmail.com